

Nous n'avons pas à payer leur crise !

Revue internationale

Le quatrième numéro de la revue internationale de Solidaires est paru fin décembre. Il comporte notamment un dossier sur le Burkina Faso. Les autres articles concernent le Mexique, l'Italie, la Pologne, et le Forum social maghrébin de l'été dernier. A commander auprès de votre syndicat ou directement auprès de Solidaires. Des exemplaires des numéros précédents peuvent être également commandés. Le contenu et le sommaire des précédents numéros sont disponibles sur le site : www.solidaires.org dans la rubrique " international "

Procès de Gafsa -Tunisie

Suite à des manifestations, dans le cadre d'un important mouvement social dans la région de Gafsa, cinq syndicalistes tunisiens ont été condamnés à 10 ans de prison le 11 décembre. D'autres peines allant de deux ans à six ans d'emprisonnement ont été prononcées contre le reste des trente huit accusés. Solidaires faisait partie de la délégation syndicale internationale présente à ce procès. La mobilisation continue pour obtenir la libération de tous les prisonniers. Des informations sur le site : <http://www.cityensdesdeuxrives.eu>

Brochure Solidaires Fonctions publiques

Solidaires Fonctions publiques vient de publier une brochure de 56 pages consacrée aux multiples attaques actuelles dans la Fonction publique. Divisée en trois chapitres (Le dynamitage de la Fonction publique / La construction de la Fonction publique / La Fonction publique de " carrière), cette brochure se veut un instrument pédagogique et de mobilisation. Si vous souhaitez vous procurer celle-ci, contactez votre organisation syndicale ou votre Solidaires local.

Congrès extraordinaire de Solidaires

Lors du dernier congrès de notre Union syndicale en juin 2008 à St Jean de Monts, il avait été décidé de la création d'un groupe de travail (composé d'organisations nationales et de Solidaires locaux) chargé d'engager les travaux sur le droit de vote des Solidaires locaux dans la perspective d'un prochain congrès extraordinaire en 2009 consacré à cette seule question. Ce groupe de travail a été mis en place depuis la rentrée 2008 et ses premières propositions seront soumises au Comité national de janvier 2009. D'ores est déjà, la date du congrès extraordinaire, qui se résumera à des modifications statutaires pouvant tenir au maximum sur une demi-journée, a été calée avec le Comité national d'octobre 2009.

La crise bancaire et financière touche désormais l'économie réelle. Une période de récession s'ouvre. Elle se diffuse par plusieurs canaux : les ménages ne peuvent plus s'endetter pour consommer dans une situation où les salaires stagnent ou régressent, les entreprises n'investissent pas car elles anticipent ce recul de la demande et voient de toute façon leur possibilité de crédit limitée par la crise financière.

Cette récession devient internationale et touche également les pays émergents (leur modèle économique étant avant tout tourné vers les exportations en direction des pays les plus développés). De plus la baisse du prix du pétrole pénalise certains pays. En France, la situation est encore plus grave que ne le laisse présager la hausse des chiffres officiels du chômage alors même que les phénomènes démographiques (nombreux départs générationnels en retraite) auraient dû suffire à stabiliser mécaniquement celui-ci.

Face à cette situation qui ne peut que s'empirer, la volonté des responsables à travers la planète est claire : il s'agit de sauver le système capitaliste, de maintenir au maximum les orientations antérieures... et, sous prétexte de la crise, de pressurer au passage encore plus citoyen-nes et salarié-es.

L'argent public pour sauver le capitalisme

Toutes les institutions (Etats, Union Européenne, Banque mondiale, etc.) ont distribué des milliards à tour de bras pour "sauver le système de la crise qu'il traverse". Ces mêmes milliards qui ne sont jamais là lorsqu'il s'agit de justifier le blocage de nos salaires, l'accroissement de la précarité, la remise en cause du droit à la retrai-

te, la casse de la sécurité sociale, l'abandon les services publics, etc.

Après des dizaines d'années de bataille idéologique pour tenter de nous convaincre que la seule réalité possible c'est le marché, la libre concurrence, les privatisations... les bénéficiaires du système redécouvrent aujourd'hui les bienfaits des aides publiques, mais évidemment pour leurs seuls intérêts privés, dès lors qu'ils sont en difficulté. Privatiser les profits, socialiser les pertes, demeure un principe de base du système économique capitaliste. C'est pour cela que ces centaines de milliards d'euros ne sont pas utilisés pour lutter contre la faim dans le monde, pour loger celles et ceux qui survivent sans toit, pour créer des emplois stables, améliorer les conditions de travail ou pour augmenter les salaires...

Un plan de relance... qui ne va rien relancer

En France, le président de la République a annoncé début décembre un plan de relance dont la nature réelle vise essentiellement à faire de nouveaux cadeaux au patronat, alors même que des entreprises licencient simplement pour maintenir leur taux de profit et pouvoir continuer à verser des dividendes confortables à leurs actionnaires.

Pour justifier un tel plan on explique qu'il est centré sur les investissements. C'est faire une profonde erreur de diagnostic. Si effectivement en période de récession, les investissements publics doivent prendre le relais des investissements privés défaillants, encore faut-il qu'ils soient des investissements nouveaux. Or force est de constater que les annonces du président de la République sont, pour l'essentiel, en trompe-l'œil, puisqu'il s'agit dans la plupart des cas d'investis-

Appel international initié par Solidaires

Nous n'avons pas à payer leur crise !

Partie des Etats-Unis, la crise financière s'est étendue au reste du monde et ce pour deux raisons. Tout d'abord, tous les pare-feux qui auraient pu permettre de la contenir ont été détruits par la déréglementation financière mise en œuvre par les gouvernements, aucune entrave n'étant plus mise à la libre circulation des capitaux. Ensuite, la quasi totalité des institutions financières du monde ayant participé à la course spéculative engagée dans la finance, aucun pays n'a été protégé de la déflagration.

Cette crise marque l'échec absolu de l'idéologie néolibérale et des politiques qui visent à confier au marché le sort de l'humanité. Si le sort de milliards d'êtres humains n'était pas en jeu, il serait comique de voir ceux qui, comme tous nos gouvernants, étaient des adorateurs béats de la libre concurrence, se transformer en apôtres de l'intervention de l'Etat. Mais ce changement de posture ne doit tromper personne. Car s'ils décident que l'Etat intervienne, c'est pour sauver des intérêts privés suivant le précepte bien connu : "socialiser les pertes et privatiser les profits".

Ainsi des milliers de milliards d'argent public, notre argent, sont aujourd'hui déversés, sans discuter, pour sauver les banques et les actionnaires, alors qu'il est " impossible " de trouver le moindre sou pour répondre aux besoins sociaux.

Mais ce n'est pas tout. La crise financière a touché l'économie réelle, la récession est là avec son cortège de licenciements ; patrons et gouvernements sont bien décidés à continuer à s'attaquer aux droits sociaux des salarié-es, notamment en matière de protection sociale ou de droit du travail. Leur objectif est de faire payer la crise aux salarié-es en prônant dans chaque pays " l'unité nationale " pour essayer de faire passer la pilule. Syndicalistes, nous construisons la solidarité internationale des travailleurs/ses pour leur répondre !

Les patrons et les actionnaires se sont gavés de dividendes, de cadeaux fiscaux de toutes sortes, de rémunérations démentielles avec, à la clef, des fortunes qui dépassent l'entendement. C'est à eux de payer leur crise. A nous de leur imposer nos exigences sociales. Plus que jamais, la mobilisation des salarié-es est à l'ordre du jour !

Pour sauver leur système capitaliste, ils sont organisés internationalement : le mouvement syndical doit agir à travers les frontières pour imposer un autre système que celui qui exploite les travailleurs/ses, pille les pays sous développés, organise la famine d'une partie de la planète, ... Partout, développons les luttes sociales, et construisons la résistance commune !

Liste provisoire des signataires au 5 décembre 2008 : Union syndicale Solidaires (France) - Confederazione Italiana di Base Unicobas (Italie) - Union Syndicale des Travailleurs Kanaks et Exploités USTKE (Kanaky) - Syndicat National Autonome des Personnels de l'Administration Publique SNAPAP (Algérie)- Confédération COBAS (Italie) - SDI-Intercatégoriale (Italie) - Conseil des Lycées d'Algérie CLA (Algérie) - Syndicat des Travailleurs Corses STC (Corse) - Syndicat indépendant des écoliers, des étudiants et des apprentis SISA (Suisse) - Syndical libre Aot80 (Pologne) - La Fragua (Argentine) - Confédération Intersyndicale (Etat Espagnol), Coordination Syndicale (Etat espagnol) - Syndicat des Travailleurs d'Andalousie STA (Andalousie) - Intersyndicale Canaries - Intersyndicale Aragon - Intersyndicale Iles Baléares - Intersyndicale région Valence - STEE-EILAS (Pays Basque) - Courant syndical de gauche Asturies - Confédération Intersyndicale Alternative de Catalogne IAC (Catalogne) - Centrale des Travailleurs Argentins CTA (Argentine) - Centrale Unitaire des Travailleurs CUT (Colombie) - Confédération des Syndicats Autonomes CSA (Sénégal) - Renouveau de l'Action Syndicale RAS (Congo) - Fédération syndicale SUD service public, (canton de Vaud Suisse) - Syndicat unique des travailleurs des transports aériens et activités annexes du Sénégal SUTTAAS (Sénégal) - Organisation Démocratique du Travail ODT (Maroc) - Confederación General del Trabajo CGT (Etat espagnol) -

de banquiers cupides. C'est bel et bien la responsabilité du système capitaliste qui est directement engagée. Par notre travail, nous contribuons toutes et tous à la richesse collective. Le système actuel est organisé pour que quelques uns s'accaparent la majeure partie du profit permis par ce travail. Les bas salaires, le chômage, la misère des retraites, etc. ne sont pas une fatalité mais la conséquence de choix de société. C'est avec ce système qu'il faut rompre. Il importe d'imposer des mesures visant à casser les reins à la domination de la finance sur tous les aspects de la vie et des mesures d'urgence sociale visant à protéger chacun-e des effets de la crise. Il s'agit fondamentalement de mettre en œuvre une autre logique économique basée sur la satisfaction des besoins sociaux et une nouvelle répartition de la richesse produite.

Il importe plus que jamais que les salarié-es se mobilisent pour ne pas continuer à payer le prix de la crise. La colère monte et les résistances se multiplient. Solidaires soutient toutes celles et tout ceux qui luttent dans leurs secteurs professionnels. Mais cela ne suffira pas pour imposer un rapport de force favorable. Répondre aux attaques est nécessaire, mais maintenant il faut aussi prendre l'offensive. Une des responsabilités du mouvement syndical est de coordonner ces actions, de leur donner un sens général, des perspectives. C'est ce que propose l'Union syndicale Solidaires : nous avons lancé à l'issue du Bureau national de septembre dernier un appel [1] à construire des espaces intersyndicaux d'initiatives et de débat, et dit à toutes les organisations syndicales notre disponibilité pour construire un mouvement interprofessionnel reconductible.

[1- <http://www.solidaires.org/article20564.html>]

Face à la crise, Solidaires revendique

Sur les questions plus particulièrement liées aux domaines financiers et bancaires :

- ✓ la limitation de la liberté de circulation des capitaux et l'interdiction de toute transaction financière avec les paradis fiscaux.
- ✓ l'abandon les normes comptables basées sur la valeur de marché.
- ✓ la création de pôles financiers publics, y compris au niveau européen, et l'encadrement des politiques bancaires.
- ✓ l'instauration d'un crédit peu onéreux en faveur de l'investissement productif.
- ✓ le contrôle démocratique de la Banque centrale européenne et l'abandon des critères de Maastricht.
- ✓ l'interdiction de la titrisation, des transactions de gré à gré et la fermeture des marchés à terme.
- ✓ la taxation des transactions financières et des profits distribués aux actionnaires.
- ✓ de protéger et soustraire l'épargne populaire à l'emprise de la finance privée.
- ✓ la limitation des rémunérations des dirigeants d'entreprise et la suppression des rémunérations liées à la valeur de l'action.
- ✓ l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui font des profits.
- ✓ l'établissement d'un moratoire sur les crédits relais.

En matière de politique économique de relance :

- l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui font des profits.
- l'établissement d'un moratoire sur les crédits relais.
- l'encadrement des loyers et l'interdiction des expulsions de logements.
- un réel plan de construction de logements sociaux.
- l'augmentation du SMIC et des minima sociaux à 1 500 €
- le rétablissement de l'échelle mobile des salaires et une augmentation des salaires de 300 €.
- que soit effectivement assuré l'accès aux soins pour toutes et tous.
- l'abandon de toute privatisation et la mise en œuvre un plan de développement des services publics.
- le développement des investissements publics destinés à la recherche, à l'éducation et à la protection de l'environnement.

LES DIVIDENDES DE LA CRISE



Création de la Fédération Solidaires Meeddat

Le 09 décembre 2008 s'est créé une Fédération entre les organisations syndicales membres de Solidaires ayant dans leur champ de syndicalisation des personnels fonctionnaires et/ou des personnels de droit privé ou contractuels de droits public employés par les directions et services du Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable, et de l'aménagement du territoire (Meeddat) ou ayant avec lui une relation de tutelle administrative et ce quel que soit le Ministère de rattachement de leurs missions. Cette fédération a pris comme dénomination Solidaires Meeddat. Elle regroupe les syndicats : SNAPE ONEMA, SNAP AEAP, SUD Aviation civile, SUD Equipement, SUD Rural, SUD Recherche EPST, Spasmet, SUI.

SUD Education continue à progresser

Des élections professionnelles se sont déroulées le 2 décembre dernier dans l'Education nationale. Avec un taux de participation plus élevé de 2% par rapport à 2005, SUD Education obtient 6,02 % des voix, premier et second degré confondus, et enregistre le plus fort taux de progression parmi les syndicats (+ 0,58%). SUD Education améliore ses résultats dans presque tous les corps, garde son siège à la CAPN (Commission administrative paritaire nationale) des certifiés et obtient de nombreux élu-es dans les académies. L'implantation de SUD éducation parmi les personnels de l'Education nationale est ainsi confirmée.